



Point Novembre 2016

Groupe juridique

Séminaire de clôture « Partage de la donnée »



INRA UCPI (N.MORCETTE) - IngeNum (N. GANDON)



Sommaire

1

- Données de la recherche, essai de définition

2

- Quel cadre réglementaire suivre?

3

- Principe d'open data et précautions

Chapitre 1

1

- Données de la recherche, essai de définition

2

- Quel cadre réglementaire suivre?

3

- Principe d'open data et précautions

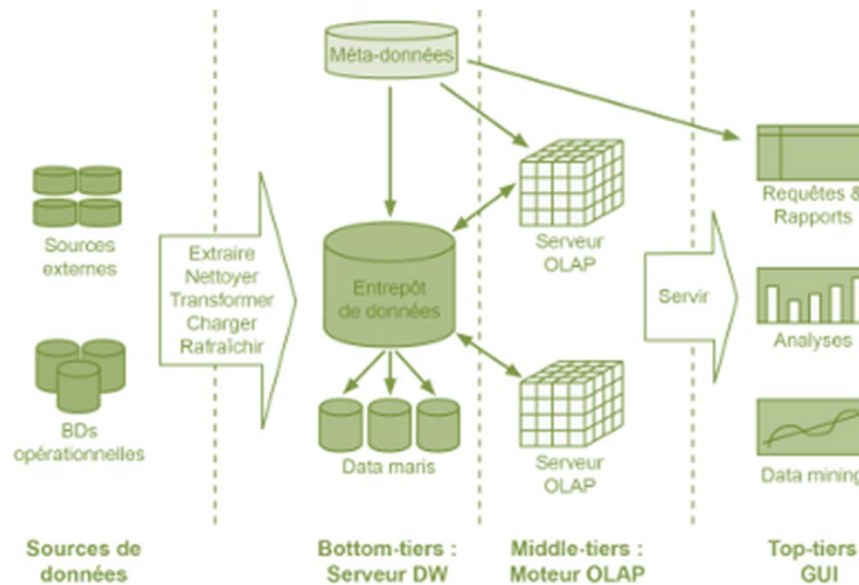
Données de la recherche, essai de définition

- Pas de définition légale => pas de régulation par un texte spécifique.
- D'un point de vue scientifique, les données vont dépendre de la discipline : allant de données chiffrées sortant d'un modèle de simulation informatique ... à un corpus documentaire.
- D'un point de vue technique, une donnée est la représentation d'une information permettant sa communication, son traitement, son interprétation.
- Définition de l'OCDE ([principes et lignes directrices pour l'accès aux données](#) de la recherche financée sur des fonds publics)
 - « les données de recherche sont définies comme des **enregistrements factuels** (chiffres, textes, images et sons) qui sont utilisés comme sources principales pour la recherche scientifique et sont généralement reconnus par la communauté scientifique comme nécessaires pour valider des résultats de recherche. Un ensemble de données de recherche constitue une représentation systématique et partielle du sujet faisant l'objet de la recherche. »

Données de la recherche, essai de définition

- Dans les textes législatifs, on trouve les notions de :
 - documents administratifs (produits par le secteur public),
 - informations du secteur public (contenues dans les documents administratifs),
 - données scientifiques (code de la recherche),
 - données de recherche (Loi pour une République Numérique),
 - d'archives publiques.
- Dans le langage courant, on entend « données publiques ».
- Attention aux mots « administratif » et « public » qui n'ont pas forcément les mêmes sens dans la vie courante et dans les textes. On retiendra qu'il vaut mieux leur affecter la notion de « tout ce qui est produit par le secteur public ».

Données de la recherche, essai de définition



Ce qu'il faut retenir :

- ⇒ Pas de distinction entre données brutes, élaborées ou métadonnées d'un point de vue juridique.
- ⇒ **Pas de droit de propriété** dans la plupart des cas sur la donnée (données machine, etc.). Elle est considérée comme une information « de libre parcours ». A ce titre, l'établissement du producteur de la donnée peut restreindre ou non sa diffusion. Un raccourci pédagogique consiste à dire que la donnée appartient à l'employeur.
- ⇒ Mais il existe deux exceptions où une « propriété » peut s'exercer.

Données de la recherche, essai de définition



Exceptions : « données propriétaires »

- ⇒ Données sont soumises au **droit d'auteur** : textes, plans, photographies, etc. et notamment les publications scientifiques.
 - ⇒ **Condition** : **originalité** de la forme (pas de l'idée).
 - ⇒ **Conséquence** : pour utiliser ces données, **l'accord de l'auteur** est indispensable : sauf exception de courte citation et Text et Data Mining maintenant autorisé à des fins de recherche .
Le droit revient à l'auteur et non à l'établissement (sous réserve de conditions « d'autonomie »).
- ⇒ Données organisées en bases de données : **Droit sui generis** qui peut s'appliquer sous réserve de la preuve d'un investissement substantiel (le plus souvent financier). Le droit revient à l'investisseur (le plus souvent l'établissement).

Chapitre 2

1

- Données de la recherche, essai de définition

2

- Quel cadre réglementaire suivre?

3

- Principe d'open data et précautions à mettre en œuvre?

Contexte international de l'Open Science

Bermuda Principles 1996 : publication Génome Humain

Déclaration Berlin 2003 : Libre accès à l'Information Scientifique et Technique (publications et données).

OCDE 2007 : Recherche financée sur fonds public (valeur des données).

Principes Panton 2009 : promotion de l'open science.

Groupe G8+5 : Open data for Agriculture (promouvoir les politiques et les investissements dans l'open access pour les projets financés par les pouvoirs publics...).

Research Data Alliance (faciliter le partage et l'échange des données de la recherche...).

Apparitions de nouvelles revues (Gigascience), entrepôts de données (Dryad), data papers, etc.

Recommandations de la CE en juillet 2012 (organiser le libre accès aux publications et données d'ici à 2014), H2020 et son pilote open data.



Quel cadre réglementaire suivre ?

Il existe beaucoup de textes de différentes formes (loi, circulaire, directive, etc.) qui régissent les données qui peuvent être produites par la recherche :

Texte principal : Loi n°78-753 du 17.07.1978 dite « **loi CADA** » modifiée par la loi du 28/12/15 relative à la gratuité et aux modalités de réutilisation des informations du secteur public et par la loi pour une République numérique n° 16-1321 du 07/10/16 et maintenant codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration

Code de la recherche : article L112-1 « e) L'organisation de l'accès libre aux données scientifiques »,

Autres textes : code du Patrimoine, loi Informatique et Libertés, circulaire pour la Protection du Patrimoine Scientifique et Technique, code de l'Environnement (ex art L124-2), directive Inspire, etc.



Quel cadre réglementaire suivre ?

Le cadre actuel est celui de « l'open data » découlant du texte principal (loi « CADA ») et du code de la recherche :

« Sont considérés comme **documents administratifs**, que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, les documents produits ou reçus, **dans le cadre de leur mission de service public**, par l'Etat, les collectivités territoriales ainsi que par **les autres personnes de droit public** ou les personnes de droit privé chargées d'une telle mission.

Constituent de tels documents **notamment** les dossiers, rapports, études, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles, correspondances, avis, prévisions, décisions et les **codes sources**. »

Principe : Tout document administratif est **communicable sur demande** (par quiconque : pers. morale, pers. physique, française ou étrangère).

Notion de **documents administratifs achevés** qui définit le moment de la possible diffusion.



Quel cadre réglementaire suivre ?

Est-ce que je produis des documents administratifs ?



Oui si mon employeur est public

- ❖ Tout ce que je fait dans le cadre de ma mission peut être considéré comme un document administratif.
- ❖ Attention ! Pour les **doctorants** : si la thèse est cofinancée ou réalisée en collaboration avec un partenaire privé => il faut se reporter au contrat.

- ❖ Cas particulier : je suis **chercheur ou enseignant-chercheur** : mes écrits, cartes, photographies, plans qui sont originaux et donc soumis au droit d'auteur m'appartiennent (exception – loi DADVSI 2006-961)

Mais le reste appartient bien à mon employeur.

Les nouvelles évolutions

- la mise à disposition de données se fait dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé;
- les bases de données mise à jour de façon régulière et les données, mises à jour de façon régulière aussi, et dont la publication présente un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental doivent être **obligatoirement publiées**;
- le droit sui generis de l'administration ne peut plus être opposé à la communicabilité de la base;
- la liste des licences de réutilisation sera publiée dans un décret et **non laissé à notre choix**; Elles doivent permettre une libre réutilisation.



Les nouvelles évolutions

- Principe de mise à disposition et de réutilisation gratuite de l'information publique (contenues dans les documents administratifs);
- entre administrations, il ne peut pas y avoir de redevances pour se communiquer des données;
- l'exception recherche pour le TDM sera précisée par décret mais les fichiers constitués par le TDM constituent des données de la recherche; Cette exception devient « loi de police » cad que même non mentionnée ou interdite dans un contrat, elle s'applique.
- les données issues des activités de recherche financées **au moins pour moitié** par de l'argent public, si elles ne sont pas protégées par un droit particulier : réutilisation libre dès lors que le chercheur les a publiées.



Chapitre 3

1

- Données de la recherche, essai de définition

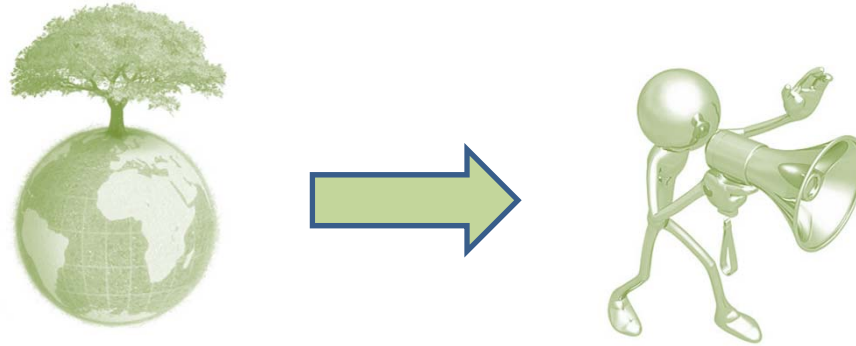
2

- Quel cadre réglementaire suivre?

3

- Principe d'open data et précautions à mettre en œuvre?

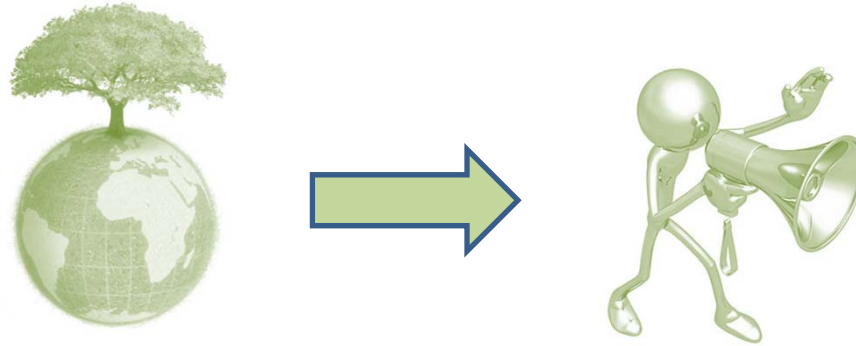
Principe d'open data et précautions



Principe d'Open Data:

- ❖ Démarche de communication des données sans attendre la demande d'un utilisateur,
- ❖ Sans restriction technique (format ouvert), juridique ou financière injustifiées
- ❖ Choix de la licence de réutilisation dans la liste imposée par décret.

Principe d'open data et précautions



Obligation de communication :

- ❖ Données environnementales (code de l'environnement, convention Arrhus) : par exemple l'état des éléments de l'environnement, notamment l'air, l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, les paysages, les sites naturels, les zones côtières ou marines et la diversité biologique, ainsi que les interactions entre ces éléments , etc. (sous réserve de la sécurité publique, secret défense ou droit de PI)
- ❖ Données géographiques (Directive Inspire)

Principe d'open data et précautions



Communication sous conditions :

- ❖ Données relatives au potentiel scientifique et technique de la nation
- ❖ Données protégées par le droit d'auteur et réalisées dans le cadre de l'établissement
- ❖ Données personnelles
- ❖ Données de santé
- ❖ Données provenant d'un tiers privé
- ❖ Données issues d'une mission de service publique soumise à concurrence



Accès à l'intéressé
Mais nouvelles modalités en cours pour
Accès des chercheurs aux bases nationales

Principe d'open data et précautions



Principe d'interdiction de communication :

- ❖ Les documents réalisés en exécution d'un contrat de prestation de services exécuté pour le compte d'une ou de plusieurs personnes déterminées (non publiques)
- ❖ Les données à la sécurité publique ou au secret défense : données recueillies lors d'un projet secret-défense, données impactant la sécurité publique, données impactant la sécurité des biens de l'établissement, données impactant la sécurité des personnes
- ❖ Les données relatives aux secrets professionnels : secret des procédés, secret des informations économiques et financières, secret des stratégies commerciales ou industrielles
- ❖ Données portant atteinte à la sécurité du SI de l'administration (NOUVEAU).

Principe d'open data et précautions

Il faut s'astreindre à « auditer » les données avant de les organiser en base de données :



1. Sur l'origine des données :
 - Suis-je producteur des données ?
 - Sinon, ai-je l'autorisation du fournisseur ?
 - Si oui => examiner la licence d'utilisation (correspond-elle à mes besoins?)
 - Si non => prendre contact avec le fournisseur
2. Réexaminer chaque type de données (personnelle, etc.) et m'assurer que j'ai bien le droit de les diffuser (Cf. Diapos 17 à 19)
3. Choix de la licence parmi celles du décret, sauf cas particuliers et qui permettra une libre réutilisation.

Principe d'open data et précautions

Pour vous aider :

Guide de l'analyse du cadre législatif français : guide pour aider à prendre une décision d'ouverture. Ce guide ayant vocation à avoir une V2 mi-2017 suite aux nouvelles évolutions législatives (attente des décrets d'application).

La V1 est finalisée et sera publiée sur <http://www6.inra.fr/datapartage> dès que possible.

Petit outil d'aide à la décision créé par l'IST, disponible prochainement sur le site datapartage, et permettant une visibilité sur la possible ouverture de jeux de données non complexes.





MERCI DE VOTRE ATTENTION